



# Budget familial

## Part de l'alimentation et conséquences

La recherche systématique et générale des gains de productivité en agriculture a eu deux effets principaux : la baisse tendancielle des revenus agricoles qu'il a fallu compenser par des aides à la production, et la diminution de la part de l'alimentation dans le budget des familles.

PAR FRANÇOISE SEILLIER

La part de l'alimentation dans le budget familial serait statistiquement passée en quarante ans de 45 % à 14 % actuellement (sauf dans les familles en situation de précarité où le problème de l'alimentation reste prégnant).

Parallèlement, bon nombre d'experts économiques ont cru pouvoir affirmer qu'un des critères du passage de l'état de pays en voie de développement à celui de pays développé consistait en la diminution du nombre de personnes travaillant dans le secteur primaire, celui de l'agriculture, au bénéfice des autres secteurs, secondaire industriel ou tertiaire des services (en moyenne la population agricole est aux Etats-Unis de 3 %, en Europe de 7 ou 8 %, alors qu'elle reste en Asie de 60 %, en Afrique de 50 %, et en Amérique Latine de 35 %).

Comme souvent, l'approche purement quantitative et statistique reste trompeuse, comme d'ailleurs est insatisfaisant le concept standard de niveau de vie. Contrairement à l'illusion qui s'est

répandue pendant les Trente glorieuses, il s'avère de plus en plus que les productions intensives de masse, de type industriel, sont incompatibles avec la qualité des produits alimentaires et que celles-ci, nécessitent au contraire une population agricole suffisamment nombreuse dont l'activité payée à un juste prix n'entraînerait pas une dépense alimentaire inaccessible aux familles, si par ailleurs, un certain nombre de mécanismes pervers étaient redressés.

### APPARITION de nouvelles exigences

Cette évolution est aujourd'hui de plus en plus remise en question, sous l'effet des interrogations et des exigences de qualité.

Le premier questionnement est celui de la qualité chimique, puis biologique. Il conduit à mettre en cause les techniques de production, particulièrement les apports pour accroître les rende-

ments. Ainsi se développe, avec de plus en plus de succès, une agriculture dite biologique dont les cahiers des charges se précisent parallèlement aux contrôles de qualité et de traçabilité. Mais ce n'est qu'une première étape. Cette préoccupation de la qualité sanitaire est en effet excellente, mais elle demeure insuffisante. Il faut aller plus loin avec la préoccupation de la qualité nutritionnelle des aliments. La question **«comment faut-il se nourrir pour être en bonne santé ?»**, ne reçoit pas seulement une réponse en termes d'absence d'éléments nocifs, mais appelle aussi une réponse positive en termes de présence plus ou moins grande d'apport nutritionnel.

Une nouvelle exigence apparaît ainsi aujourd'hui avec de plus en plus de vigueur, c'est celle de la qualité nutritive. Il ne s'agit pas seulement de vérifier la pureté chimique et biologique mais aussi la valeur alimentaire des produits consommés.

Apparaissent même enfin aujourd'hui

des interrogations sur la qualité curative des aliments. Ces questions viennent renforcer l'attention portée à l'alimentation et aux exigences attendues de la production agricole. Elles sont citées ici de manière incidente.

Ainsi puisque le souhait de chacun est d'être en bonne santé, et puisqu'il est communément admis dans la communauté scientifique que la qualité de l'alimentation est un facteur déterminant pour la santé, l'objectif de la politique agricole ne doit pas être "comment fournir des produits alimentaires au plus bas prix", mais la politique agricole, comme la politique familiale doit avoir pour objectif de **permettre aux familles de se nourrir sainement**. Et les familles de leur côté doivent admettre que l'alimentation de qualité, condition de la santé, doit rester un poste prioritaire dans le budget familial.

### RÉVOLUTION CULTURELLE ET ÉCONOMIQUE en douceur

Sous l'effet de ces nouvelles exigences sur la qualité nutritive conjuguées à la valeur reconnue de plus en plus à la qualité de la vie, les familles doivent s'imposer à elles-mêmes une autre hiérarchie des valeurs dans leur vie et en faire ainsi progressivement une exigence de société.

Insensiblement, la baisse de la part de l'alimentation dans le budget des ménages a entraîné une diminution du temps consacré à l'alimentation de la famille. Il s'agit aussi bien du temps requis pour acheter en choisissant que de celui de la préparation des repas et de leur consommation. Le lien familial développé et renforcé par ce moment essentiel à la relation interpersonnelle souffre des conditions de vie affectées par le régime des cantines, des emplois du temps, incompatibles et asynchrones entre les membres d'une même famille. Les conséquences en sont vraisemblablement plus graves qu'on ne l'imagine souvent, notamment pendant la période de formation des enfants et des adolescents.

Paradoxalement des familles en situation de précarité peuvent être parfois plus épargnées par cette évolution fatale, du fait de leur obligation de compter même à l'intérieur du budget consacré à l'alimentation. On doit connaître le travail remarquable fait en ce domaine

par le CERIN<sup>1</sup> avec les conseillères en économie sociale et familiale, en particulier avec sa revue et son colloque annuel "Alimentation et précarité".

### RESPONSABILITÉ et choix de la mère de famille

Cette piste est particulièrement féconde car elle permet de relativiser la critique qui ne manquerait pas d'être faite aux nouvelles exigences de qualité alimentaire quant à leur incidence sur le renchérissement excessif du coût de l'alimentation des familles.

Assurément le choix de l'exigence de qualité nutritive requiert un nouvel arbitrage au sein des budgets familiaux en faveur de la dépense alimentaire. Mais l'incidence directe sur la santé en vaut le prix.

Ce choix familial est essentiel. Les mères de famille doivent être conscientes de leur responsabilité dans ce domaine, et gérer leur budget en fonction des vraies priorités, et ne pas privilégier la satisfaction de faux besoins suggérés sans arrêt par la publicité.

### LA TABLE FAMILIALE source d'éducation

Les conséquences positives non seulement sur la santé physique, mais aussi sur le développement des capacités intellectuelles et sur l'éducation en général doivent faire l'objet d'une éducation non seulement familiale mais aussi sociale.

Cette éducation doit être vivante en associant théorie et pratique. Le temps consacré par la mère de famille qui privilégie l'achat de produits sains et frais au marché et qui peut elle-même faire la cuisine est un temps très précieux pour l'apprentissage des petits (connaissance des produits en faisant des courses, apprentissage de la cuisine qui permet de développer aussi bien le langage que les qualités manuelles de l'enfant, qui acceptera d'autant mieux la nourriture familiale plus sobre qu'il aura été associé à sa préparation).

Pour les familles vivant à la campagne cet apprentissage peut se faire grâce au potager familial, dont l'entretien peut constituer une catéchèse permanente pour s'émerveiller des dons du créateur ; mais pourquoi ne se ferait-il pas en ville aussi, au potager de l'école ? Planter,

entretenir, voir pousser et se nourrir de ce dont on a pris soin est d'une richesse pédagogique incalculable.

Comment ne pas voir également les répercussions de cet apprentissage des exigences de l'alimentation dans toutes les dimensions intellectuelles et spirituelles ? Les familles paysannes, à travers les développements des classes vertes, du "tourisme vert", chambres d'hôtes, fermes auberges, repas à la ferme, n'ont-elles pas désormais une véritable mission éducative à remplir auprès des jeunes et des familles ? C'est bien pourquoi une véritable révolution culturelle en douceur se profile derrière cette réorientation de l'attention portée à l'alimentation dans le budget des familles.

La dimension économique n'en est pas absente non plus. On peut imaginer toute une réflexion autour des cantines scolaires en intégrant leur fonctionnement dans la pédagogie des établissements. Au lieu de poursuivre le chemin mécanique de la concentration en définitive coûteuse des cuisines centrales et du développement des chaînes de liaison froide incompatibles avec la recherche de plus en plus exigeante

de la qualité nutritionnelle, pourquoi ne pas imaginer une alimentation préparée sur place avec la collaboration des familles et des producteurs locaux quand cela est possible, sous l'autorité d'un enseignant qualifié en ces matières ? L'économie agricole elle-même se trouverait impliquée par cette révolution du palais ! C'est bien toute la politique familiale qui doit s'exprimer de manière plus forte sur ce terrain de la consommation des familles.

Elle doit trouver l'appui de la politique agricole, de la politique de la santé, et de la politique scolaire sur ce terrain. Car il ne s'agit en définitive que de renforcer le contenu de la cohésion sociale à travers l'alliance des familles, des paysans, des cultivateurs et des éducateurs. C'est selon que les sociétés négligent ou restent attachées à cette réalité que meurent ou se développent les civilisations. ▲

ACTUALITÉ

### Copenhague

La rencontre de Copenhague s'est terminée sur un accord pour accueillir 10 nouveaux membres dans la Communauté européenne. La Pologne est de ceux-là. Avec 2 500 000 agriculteurs, l'enjeu est de taille pour ce pays qui devra faire face à une évolution très rapide de son agriculture avec toutes les conséquences sociales qu'on peut imaginer !

<sup>1</sup> Centre d'information et de recherche nutritionnelle